Dufumier : « Promouvoir une agriculture exigeante et intensive en emplois »

L'agronome Marc Dufumier, président de l'association Commerce équitable France, plaide pour une révolution agroécologique plus respectueuse des hommes et de l'environnement.

- Recueilli par Emmanuelle Réju, le 07/06/2020 à 13:28 Modifié le 08/06/2020 à 07:12
https://www.la-croix.com/Economie/Economie-et-entreprises/**Promouvoir-agriculture**..

La Croix : Quelles réflexions vous inspire la crise sanitaire et économique déclenchée par l'épidémie mondiale de Covid-19 ?

Marc Dufumier : Cette crise nous révèle le danger qu'il peut y avoir à étendre nos activités humaines aux dépens des forêts et à réduire les espaces naturels. La rencontre de la chauve-souris et du pangolin, qui serait à l'origine de l'épidémie actuelle, est la conséquence typique de la réduction des espaces naturels. L'habitat des espèces sauvages se trouve réduit et l'homme les côtoie davantage.

Cette crise nous le rappelle, il faut limiter la déforestation et donc les formes d'agriculture que je qualifie d'extensives, dans le sens où elles ont besoin de toujours plus d'espace aux dépens des forêts amazonienne, congolaise et des dernières forêts chinoises ou d'Asie du Sud-Est.

À lire aussi : Sauver la santé des hommes en préservant la nature

Cette crise m'inspire une deuxième réflexion. Le manque de masques, de médicaments, de respirateurs dans les premiers moments de l'épidémie a souligné l'importance de pouvoir s'assurer localement de la fabrication de produits essentiels sans avoir à dépendre de l'extérieur. Nous aurions pu connaître des tensions aussi dans l'alimentation. Heureusement, nous avons eu la chance que cette crise intervienne à un moment où les stocks mondiaux de céréales étaient élevés. À l'inverse de ce qui s'est produit en 2008, il n'y a pas eu de perspective de pénurie et donc pas de spéculation sur les marchés à terme. C'est une énorme chance.

Concernant l'agriculture, comment pourra-t-on nourrir une population en croissance sans empiéter sur les espaces sauvages ?

M. D. : La population mondiale augmente. Dans les pays émergents, la consommation de produits animaux est en croissance. Or, il faut entre 3 et 10 calories végétales pour fabriquer 1 calorie animale. De ce fait, la demande en production végétale destinée à la fois à nourrir les humains directement et à nourrir les animaux va presque doubler dans les trente ans qui viennent. La solution ne peut pas être d'étendre les surfaces cultivées. Il y a danger, comme nous venons de le voir !

Comment faire ? Augmenter les rendements ?

M. D. : La réponse est oui, il est possible d'augmenter les rendements. Les moyens pour y parvenir vont être inspirés d'une agroécologie scientifique qui considère que l'objet de travail des agriculteurs n'est ni la plante, ni le troupeau, ni le sol pris isolément, mais des écosystèmes agricoles qui prennent en compte les interactions de tous ces éléments. Et il est possible d'augmenter la production à l'hectare de ces écosystèmes.

« Le but n'est pas de produire davantage, mais de produire mieux »

On peut y arriver en faisant en sorte que la plante fasse un usage intensif de cette ressource gratuite et inépuisable qu'est le soleil, ainsi que du gaz carbonique, tout aussi pléthorique, et dont on ne peut craindre la pénurie ! Reste la question de l'eau. Avec le dérèglement climatique, les pluies vont devenir

plus chaotiques et aléatoires, avec des épisodes d'inondations et de sécheresses plus fréquents. Il faut faire en sorte que l'eau s'infiltre dans les sols pour faire des stocks et pour cela arrêter le ruissellement grâce à des couvertures végétales. Cela nécessite de mettre un coup de frein à la bétonisation des espaces et de replanter des haies.

La mise en œuvre de cette nouvelle forme d'agriculture pose-t-elle des questions différentes entre pays en développement et pays développés ?

M. D. : Dans des pays comme la France, le but n'est pas de produire davantage, car nous avons des excédents, mais de produire mieux et de limiter nos exportations vers les pays du Sud déficitaires. Ce sont nos blés qui ruinent les producteurs de mil et de sorgho. C'est la poudre de lait que nous exportons qui ruine les élevages laitiers du Sénégal ou d'ailleurs. Et ce sont nos poulets bas de gamme qui ruinent leurs élevages.

À lire aussi : Le coronavirus pousse l'Europe à revoir son modèle agricole

Pour des pays comme le nôtre, le passage à cette agriculture biologique se traduirait dans un premier temps par une baisse des rendements car nos écosystèmes se sont détériorés à cause des pesticides et des engrais de synthèse. L'humus a été détruit ; les coccinelles et les abeilles ne peuvent plus emplir leur rôle, de lutte contre les pucerons pour les premières et de pollinisation pour les secondes. Mais à terme, la valeur ajoutée à l'hectare va progresser.

Dans les pays du Sud, les associations végétales sont des formes d'agriculture déjà fréquemment pratiquées, que l'on peut considérablement perfectionner. Dans ces pays où les écosystèmes n'ont pas été détériorés, on peut d'emblée accroître le rendement à l'hectare en mettant en place un usage intensif de ressources naturelles renouvelables ainsi que des champignons, des abeilles, des coccinelles ou des mésanges ! C'est une agriculture grâce à laquelle il serait possible de nourrir une humanité en croissance.

Ne demande-t-elle pas aussi beaucoup de main-d'œuvre ?

M. D. : Le grand reproche fait à cette agriculture est d'être plus artisanale, plus soignée et donc plus coûteuse en travail. Cela demande une formation et des rémunérations à la hauteur de sa complexité. Mais il me semble que dans des pays où le chômage est amené à augmenter, promouvoir une agriculture exigeante et intensive en emplois est conforme à l'intérêt général.